



Décembre, 2014

Sommaire

SOCIETE

► **Croissance et transformation structurelle, un programme de développement pour l'après 2015**

► **The State of Food Insecurity in the World**

(P.1-3)

SCIENCES & TECHNIQUES

► **Four Scenarios and Implications for Research and Technology Management**

► **Measuring the Information Society 2014**

(P. 2-3)

ECONOMIE

► **Trends in income inequality and its impact on economic growth**

(P.3- 4)

ENVIRONNEMENT

► **World Energy Outlook 2014**

► **The Climate Change Performance Index: Results 2015**

(P. 4-5)

POLITIQUE

► **RiskMap 2015: The New World Disorder**

(P.5-7)

◆◆◆◆◆ SOCIETE

► **Croissance et transformation structurelle, un programme de développement pour l'après 2015/ CNUCED, 2014**

Source:

http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/ldc2014_en.pdf

Tags : | Société | Pauvreté | OMD | PMA | Croissance | Après-2015 | Transformations structurelles |

Selon ce rapport, la réduction de la pauvreté est un élément déterminant pour atteindre les nouveaux objectifs de développement. Le programme de développement pour l'après-2015 est étroitement lié aux mesures prises par la communauté internationale, visant à apporter des transformations structurelles des économies des pays les moins avancés (PMA).

Le rapport souligne qu'en dépit de la croissance économique qui a marquée la plupart des pays pauvres, ces derniers n'atteindraient pas les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), en raison de l'absence des transformations structurelles de leur base économique, indispensable pour l'augmentation de la productivité et la création des emplois.

Le rapport précise que le taux de croissance des pays les moins avancés a dépassé l'objectif de 7 %, seuil arrêté par la communauté internationale dans son Programme d'action. Ces pays ont enregistré une croissance remarquable que d'autres pays en développement après la crise financière de 2008, avec un taux moyen de 5,7 % par an.

Dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le Développement, le taux de la pauvreté a été réduit de moitié dans le monde. Une réduction expliquée notamment par les performances réalisées dans les pays en développement, bien que l'un des principaux objectifs du programme de développement pour l'après 2015 devrait être l'éradication de la pauvreté d'ici à 2030. Par ailleurs, l'éradication de la pauvreté dans les pays les moins avancés serait la plus difficile, de même que leurs réalisations en la matière

Contact :

Institut Royal des Etudes Stratégiques
Avenue Azzaitoune, Hay Riad
Rabat 10100, Maroc
Tél. : +212 (0) 537 71 83 83
Fax : +212 (0) 537 71 37 99
Email : contact@ires.ma



conduiraient inéluctablement à la réussite ou l'échec du programme de développement pour l'après-2015.

Le programme de développement pour l'après-2015 relatif aux pays les moins avancés porte sur trois grandes priorités d'action, à savoir :

- La mobilisation des ressources pour l'investissement afin d'optimiser l'effet sur le développement ;
- L'orientation et la réaffectation de ces ressources vers des activités économiques plus rentables et susceptibles de transformer leur économie ;
- Et la mise en place des politiques macroéconomiques accélérant l'investissement.

Le rapport souligne que la diversification des économies rurales devrait être aussi un facteur clef de la transformation structurelle afin d'éliminer la pauvreté. Toutefois, la réussite du programme pour l'après-2015 dépendrait en grande partie de la réforme du système financier et du système commercial international.

Enfin, le rapport précise que les performances dans le cadre du développement pour l'après-2015 repose essentiellement sur une conjonction de la croissance économique et les transformations structurelles, par deux processus parallèles : le développement des activités productives et une dynamique de réallocation d'emplois vers des activités rentables et à forte productivité.

► The State of Food Insecurity in the World/FAO, 2014

Source: <http://www.fao.org/3/a-i4030f.pdf>

Tags: Société | Faim | OMD | Sécurité alimentaire | Croissance économique | Afrique subsaharienne | Asie de l'Ouest | Alimentation | Amérique latine | Caraïbes |

Selon ce rapport, le taux des personnes en proie à la faim dans le monde a connu une baisse de plus 100 millions de personnes durant la dernière décennie. La diminution de moitié du taux de la population souffrant de la sous-alimentation, premier

objectif des huit Objectifs du Millénaire pour le Développement, est possible d'ici la fin de 2015.

Le rapport indique que la cible relative à la faim de l'OMD-1 a été atteinte par 63 pays d'autant plus que 25 pays ont établi des efforts notoires pour réduire par deux le nombre de personnes sous-alimentées d'ici la fin de 2015.

Bien que la situation se soit améliorée en matière de sécurité alimentaire, des écarts importants persistent entre les régions. Le rapport note que la situation alimentaire mondiale a nettement progressé dans les pays ayant connu une croissance économique, particulièrement en Asie du Sud-Est et de l'Est. Les régions touchées par des catastrophes naturelles et les conflits, notamment l'Afrique subsaharienne et l'Asie de l'Ouest, ont enregistré des taux inférieurs, contrairement à la région de l'Amérique latine et des Caraïbes qui ont été marquées par une progression importante en la matière.

Le rapport préconise la collaboration entre les gouvernements, le secteur privé et la société civile en matière de sécurité alimentaire. Les Etats sont appelés au renouvellement des efforts de lutte contre la faim à travers la mise en œuvre d'actions coordonnées.

Le rapport précise que l'éradication de la faim et la malnutrition reposent sur la mise en œuvre d'une approche intégrée, reposant sur un ensemble de facteurs, dont notamment:

- « Accroître le volume des investissements publics et privés afin d'améliorer la productivité agricole;
- Optimiser l'accès aux services, aux technologies et aux marchés;
- Mettre en place des mesures favorables visant la promotion d'une approche intégrée du développement rural et la protection sociale pour les personnes les plus vulnérables, notamment par le renforcement de leur résilience face aux conflits et aux catastrophes naturelles.
- Et promouvoir des programmes de nutrition spécifiques destinés à pallier aux carences en micronutriments chez les mères et les enfants ».





◆◆ SCIENCES & TECHNIQUES

► Four Scenarios and Implications for Research and Technology

Management / Industrial Research Institute (IRI), 2014

Source :

www.iriweb.org/iridocs/IRI2038_Scenario_Report_Final.pdf

Tags : | Techniques | R&D | Industrie | Scénario | Prospective |

A travers ce rapport, l'Industrial Research Institute, institution américaine active dans le secteur de l'innovation dans le domaine de la R&D, analyse les impacts des progrès technologiques, des modèles économiques et des réglementations publiques sur la recherche et l'usage des technologies à l'horizon 2030.

Le rapport met en relief quatre scénarios globaux en étudiant leurs impacts sur le monde de la R&D au cours des deux prochaines décennies.

Dans le premier scénario, les pays développés mettraient la protection de l'environnement et la préservation des ressources naturelles comme priorité stratégique. Dans ce sens, les industries seraient contraintes par de lourdes législations, ce qui pousserait, les économies développées à se recentrer sur la production locale, personnalisée émanant de la demande. Par ailleurs, le continent africain, détenant la plus grande réserve de ressources naturelles et humaines, tirait profit de cette situation et accélérerait sa croissance économique.

Le second scénario prévoit un monde urbain dans lequel les mégapoles deviennent un hub politico-économique, notamment grâce à leurs investissements massifs dans les domaines de technologies, des transports et des énergies renouvelables. Les progrès techniques permettraient de diminuer l'intensité des tensions sur les ressources naturelles.

Le troisième scénario souligne que les inégalités d'accès aux progrès technologiques se creuseraient davantage à cause de leur coût élevé. Par conséquent, pour stimuler l'innovation plusieurs solutions pourraient être adoptées. Il s'agit du recours au « Cloud computing » qui permettrait aux entreprises de profiter de cette technologie très coûteuse d'accéder aux dernières technologies et de contribuer à la recherche. Les entreprises qui n'ont pas les moyens d'en profiter créeraient des communautés protégées, qui ne partagent leurs connaissances qu'avec un nombre limité de réseaux de confiance. Ce scénario prévoit un recours important aux scientifiques qui deviendraient des références mondiales en matière d'innovation en vendant leurs services aux entreprises.

Le dernier scénario table sur l'effondrement du modèle industriel global, qui ne pourrait répondre aux défis engendrés par les crises environnementales et économiques. Il serait graduellement substitué par deux nouveaux modèles. La priorité serait donnée à la vitesse de mise en œuvre sur le marché en proposant des produits en version bêta, plutôt que de réserver beaucoup de temps et de moyens à la recherche et à l'innovation. Les produits seraient à des prix bas et pourraient être améliorés en fonction des demandes des consommateurs.

La valeur ajoutée de la Recherche et Développement est étroitement liée à la capacité de la compréhension et de la satisfaction des besoins des consommateurs en contribuant au développement durable. Les problématiques relatives à la consommation de ressources naturelles, à la gestion des déchets et aux énergies renouvelables deviendraient, à cet effet, cruciales.



► Measuring the Information Society

2014/ International Telecommunication Union (UIT), 2014

Source: http://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Documents/publications/mis2014/MIS2014_without_Annex_4.pdf

Tags: Société de l'information | TIC | Internet | Méga données | IDI | Afrique | Europe | Etats indépendants | Asie-Pacifique | Etats arabes |

Selon ce rapport, la société de l'information a connu une évolution remarquable, marquée par la croissance de l'usage d'Internet et le développement des technologies de l'information et de la communication (TIC) à un rythme soutenu partout dans le monde.

A l'échelle mondiale, le taux de l'utilisation de l'Internet ne cesse de s'étendre pour atteindre 6,6% en 2014. Les pays développés ont enregistré un taux de 3,3%, alors que les pays en développement atteignent 8,7%. La population mondiale des internautes dépasse, désormais, trois milliards de personnes.

Le rapport précise que les progrès réalisés en matière du développement des TIC ont un lien significatif par rapport aux résultats accomplis dans le cadre de certains Objectifs du Millénaire pour le Développement. D'ailleurs, les TIC sont le vecteur du développement socio-économique.

Ce rapport, basé sur l'indice de développement des TIC, classe le Danemark au premier rang en matière du niveau d'accès aux TIC, suivi de la Corée, de l'Australie, du Bahreïn et du Canada. Au niveau régional, l'indice de développement des TIC moyen de l'Afrique demeure nettement inférieur par rapport à celui de l'Europe qui enregistre un indice supérieur aux autres régions.

Le rapport note que les disparités persistent en termes de niveau d'accès aux TIC entre les pays et à l'intérieur des pays. Concernant l'adoption des TIC, l'écart se creuse entre milieu rural et milieu urbain, même dans les pays les plus riches du monde.

Enfin, l'amélioration du cadre réglementaire et l'accroissement de la concurrence sur le marché pourraient avoir des incidences positives rendant les services des TIC accessibles, même aux plus démunis de la planète. Le rapport met, également, en exergue le potentiel des mégadonnées et leur apport dans l'amélioration des services publics, dont les soins de santé, l'éducation et la gestion de l'environnement, à travers la numérisation croissante des activités humaines, facilitant ainsi le recueil et l'analyse des données provenant d'un large éventail de sources.



► Trends in income inequality and its impact on economic growth/OCDE, 2014

Source: <http://www.oecd-ilibrary.org/docserver/download/>

Tags : Economie | Croissance économique | Inégalités | Egalité des chances | Investissement social | Pauvreté | Education | PIB | Mobilité sociale |

Selon ce rapport, la réduction des inégalités pourrait créer des conditions favorables à la croissance. Cette dernière augmente rapidement dans les pays où les inégalités de revenus sont en baisse que dans ceux où les inégalités de revenus sont en augmentation.

L'écart de croissance se creuse fortement entre la classe moyenne inférieure, les ménages à faible revenu et le reste de la société. Toutefois, le rapport révèle que l'investissement dans l'éducation est le moyen le plus efficace qui pourrait diminuer les inégalités qui freinent la croissance.

L'aggravation des inégalités s'est intensifiée dans certains pays, notamment le Mexique et la Nouvelle-Zélande ces vingt dernières années. Pour ce qui des États-Unis, l'Italie et le Royaume-Uni, le creusement des inégalités s'est situé entre 6 et 9 points. À l'inverse, l'Espagne, la France et l'Irlande ont connu une situation plus égalitaire, qui a favorisé l'augmentation du PIB par habitant avant la crise financière de 2008.



Le rapport souligne que les inégalités ont un impact significatif sur la croissance en restreignant les possibilités d'éducation des enfants défavorisés, le développement des compétences et la mobilité sociale.

Les effets des inégalités sur la croissance résultent particulièrement de l'écart entre les personnes les plus défavorisées de la population. La résorption de cet écart ne pourrait pas être, uniquement, atteinte par les programmes de lutte contre la pauvreté. L'investissement social s'avère primordial, notamment à travers le renforcement de l'accès aux services publics, aux services d'éducation, de la formation et de l'accès aux soins de qualité. Un tel investissement pourrait remarquablement contribuer à améliorer l'égalité des chances à long terme.

Le rapport note que la redistribution des richesses, composée particulièrement des impôts et des prestations sociales, n'est pas une entrave à la croissance, uniquement si les mesures prises dans ce sens soient tangibles et bien ciblées.

Enfin, le rapport préconise l'adoption de nouvelles approches pour contrer les inégalités de revenus et favoriser une croissance forte et durable. De plus, le rapport précise que les pays qui ont recours à des instruments pour faire progresser l'égalité des chances dès le plus jeune âge, parviendront à relever le défi de l'éradication de la pauvreté, la croissance et la prospérité pérenne.



► **World Energy Outlook 2014/** Agence Internationale de l'Énergie

Source : <http://www.iea.org/publications/freepublications/publication/world-energy-outlook-2014---executive-summary---french-version.html>

Tags : | Environnement | Changement climatique | Atténuation | Gaz à effet de serre | Scénarios |

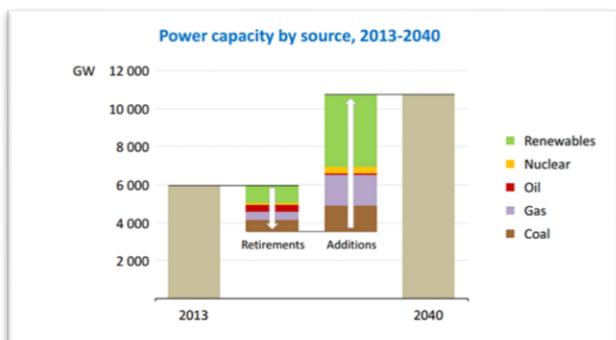
Ce rapport publié par l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE) dresse un aperçu sur la situation énergétique actuelle et les tendances qui marqueraient le paysage énergétique mondial à l'horizon 2040.

Le rapport propose trois scénarios traçant les évolutions énergétiques à l'horizon 2040. Il s'agit du :

- scénario central, appelé « Nouvelles Politiques » qui suppose une réduction des émissions de gaz à effet de serre, suite à l'adoption des accords de Cancun ;
- Scénario tendanciel, baptisé « Politiques Actuelles », qui retrace l'évolution des marchés de l'énergie à l'échelle mondiale jusqu'au mi-2014 ;
- Scénario « 450 » qui prévoit une évolution du système énergétique mondial, favorisant la diminution des émissions de gaz à effet de serre et limitant le réchauffement climatique à 2°C.

Le rapport prévoit que la consommation énergétique mondiale connaîtrait une augmentation estimée à 37% d'ici 2040, renforcée notamment par les pays asiatiques. La consommation des énergies fossiles, quant à elle, continuerait à s'élever en dépit de la forte croissance des énergies renouvelables. Par ailleurs, le rapport souligne que la température globale augmenterait de 3,6 °C à l'horizon 2050, dépassant le seuil critique de 2°C, établi par le GIEC, avec des conséquences sur les plans économique, environnemental et social.





Source : AIE, 2014

Le rapport prévoit une augmentation en matière de production des sources d'énergies d'ici 2040. Cette augmentation serait accompagnée d'une hausse globale de la part du gaz et des énergies renouvelables et nucléaires au détriment du pétrole et du charbon.

En dépit des risques sécuritaires encourus et du contexte géopolitique mondial, l'énergie nucléaire continuerait à approvisionner le marché énergétique mondial au profit des pays importateurs d'énergie. En 2040, l'énergie nucléaire permettrait de baisser de près de 50% des émissions annuelles émises par l'Union européenne, les Etats-Unis, le Japon et la Corée.

► The Climate Change Performance Index : Results 2015/ Germanwatch et le Réseau Action Climat-International, 2014
 Tags : | Environnement | Changement climatique | Performance climatique | CCPI | Gaz à effet de serre | Energies renouvelables | Energies fossiles | Maroc |

L'indice de performance climatique (CCPI), publié conjointement par le Germanwatch et le Réseau Action Climat-International (CAN-I), évalue les efforts de 58 pays, émetteurs de plus de 90% de gaz à effet de serre à l'échelle planétaire. Cet indice est basé sur cinq critères. Il s'agit de l'évolution des taux d'émissions en CO₂, le développement des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique et des politiques climatiques nationales et internationales mises en œuvre.

Le Danemark vient en tête des pays enregistrant une performance climatique. Cette performance revient notamment à sa diplomatie climatique et sa transformation du secteur énergétique basée essentiellement sur l'énergie éolienne. Les politiques climatiques menées au Danemark projettent que d'ici 2020, plus de 35% des énergies proviendraient des ressources naturelles et qu'à l'horizon 2050 le pays dépendrait fortement des énergies renouvelables au détriment des énergies fossiles.

Classé au 9^{ème} rang mondial, le Maroc a affiché la meilleure performance des pays africain et arabe. Ce positionnement est attribuable à la politique énergétique du pays qui mise sur les énergies renouvelables et sur son portefeuille de projets d'atténuation des gaz à effet de serre.

Rank	Country	Score	Rank	Country	Score	Rank	Country	Score
9	Morocco	65.73	37	South Africa	54.63	49	Brazil	48.51
18	Mexico	61.30	39	Algeria	54.46	50	Singapore	47.27
23	Indonesia	59.57	45	China	51.77	51	Turkey	46.95
24	Egypt	59.19	47	Thailand	50.61	52	Malaysia	46.84
31	India	56.97	48	Argentina	49.61	54	Chinese Taipei	45.03

Source : CCPI, 2014

L'Arabie Saoudite, dépendante des énergies fossiles, figure au bas du classement suivie de l'Australie et du Canada.





◆◆◆ POLITIQUE

► RiskMap 2015: The New World Disorder / Control Risks, 2014

Source :

<http://www.controlrisks.com/webcasts/studio/2014-GENERAL/RM-2015-embargo/EMBARGO-RiskMap 2015 REPORT.pdf>

Tags : Politique | Sécurité | Risques | Sahel | Afrique du Nord | Pays émergents | Brésil | Mexique | Maroc | Terrorisme | Cybercriminalité | Piraterie maritime | Cybermenaces | Insécurité juridique |

Ce rapport dresse un aperçu des principales tendances en matière de risques sécuritaires, géopolitiques et économiques à l'échelle internationale et étudie leur impact sur la société.

Le rapport met l'accent sur les risques politiques qui ont un impact important sur les économies des pays de la région du Sahel de l'Afrique du Nord et de l'Afrique centrale.

Les risques politiques auxquels sont confrontés les entreprises sont mesurés notamment à travers la législation, la politique entrepreneuriale et l'environnement national. Ces risques seraient assez élevés dans certains pays émergents, notamment l'Inde, le Brésil et le Mexique qui sont exposés à la corruption, aux dangers d'expropriation, aux réglementations défavorables, et à l'insécurité juridique.

Concernant la situation dans les pays africains, le rapport relève que les républiques de Centrafrique et de Somalie présentent des risques extrêmes quant à la survie des entreprises implantées sur leur territoire. Par conséquent, cette instabilité politique et

sécuritaire ne représente pas un environnement favorable à la prospérité de leurs entreprises et à l'essor de leur économie. De même que les pays de la RD Congo, la Lybie et l'Egypte sont confrontés à des situations politiques défavorables, entravant la progression de leurs entreprises. Par contre, le Botswana, le Cap Vert, les Seychelles, la Namibie, les îles Maurice présentent des risques politiques relativement très bas. En Afrique du Nord, le Maroc s'affiche comme un pays à faible risque, ne compromettant pas l'évolution des entreprises de par ses conditions prospères assurant aux investisseurs nationaux et étrangers un avenir certain.

Le rapport décrit les tendances majeures susceptibles de marquer l'année 2015, notamment la menace croissante du terrorisme transnational, l'amplification de la piraterie maritime ainsi que l'accroissement des cybermenaces. En outre, certaines régions du monde constitueraient des sources de tensions persistantes et d'instabilité accrues. L'Afrique serait marquée par des tensions locales, notamment par rapport au rythme de réformes politiques entamées dans le continent et qui ne sont pas en cohérence avec les exigences en termes de dynamisation de la croissance économique.



INDEX DES TAGS

A

Afrique.....	4
Afrique du Nord.....	7
Après- 2015.....	1
Asie-Pacifique.....	4
Atténuation.....	5

B

Brésil.....	7
-------------	---

C

Changement climatique.....	5, 6
Croissance.....	1
Croissance économique.....	4
Cybercriminalité.....	7
Cybermenaces.....	7

E

Economie.....	4
Education.....	4
Egalité des chances.....	4
Environnement.....	5, 6
Etats arabes.....	4
Etats indépendants.....	4
Europe.....	4

G

Gaz à effet de serre.....	5, 6
---------------------------	------

I

IDI ⁴	
Industrie.....	3
Inégalités.....	4
Insécurité juridique.....	7
Internet.....	4
Investissement social.....	4

M

Maroc.....	7
Méga données.....	4
Mexique.....	7
Mobilité sociale.....	4

O

OMD.....	1
----------	---

P

Pauvreté.....	1, 4
Pays émergents.....	7
PIB.....	4
Piraterie maritime.....	7
PMA.....	1
Politique.....	7
Prospective.....	3

R

R&D.....	3
Risques.....	7

S

Sahel.....	7
Scénario.....	3
Scénarios.....	5
Sécurité.....	7
Société.....	1
Société de l'information.....	4

T

Techniques.....	3
Terrorisme.....	7
TIC.....	4
Transformations structurelles.....	1

